

On en parle au Comité national

Les week-ends de Comité national sont particuliers pour les membres du Bureau. Surtout quand l'actualité politique comme l'« acte II du choc des savoirs » nous rattrape. L'ordre du jour du Bureau national, se traite un peu au pas de course le samedi matin. Une visio sera forcément nécessaire dans la semaine qui suit pour terminer. La discussion se poursuit pendant le repas et sur le trajet entre le local et la Halle aux farines, l'occasion de partager nos informations et de confronter nos positions. La réunion du Comité national commence, le samedi après-midi, par des questions de gestion quotidienne de l'association, des affaires à suivre, des décisions à entériner.

Cela peut sembler un peu barbant et pourtant, ce sont des moments très riches où nous pouvons réfléchir ensemble et orienter nos choix pour que l'association continue à tisser du commun.

La dernière réunion a été l'occasion par exemple de saluer l'équipe qui a organisé les Journées Nationales au Havre. Nous avons évoqué comment nous pourrions mieux accueillir celles et ceux qui viennent pour la première fois aux JN, afin de leur permettre de nouer des liens et de profiter pleinement de la convivialité des Journées. Nous avons aussi envisagé des solutions de covoiturage pour réduire les coûts et la pollution engendrés par les trajets longs ou encore des idées pour réduire les déchets. Ces discussions montrent que nous ne faisons pas que défendre l'enseignement des mathématiques mais que nous agissons en prise avec le monde dans lequel nous vivons et que nos valeurs, notamment environnementales, irriguent nos décisions.

Nous gardons les questions d'enseignement pour le dimanche matin et la politique se rappelle à nous. Nous veillons à équilibrer le temps accordé aux différents sujets et surtout à ce que toutes les positions puissent s'exprimer dans le tour de parole. Il ne s'agit pas pour le Bureau d'imposer ses vues mais de recueillir la diversité des positions relayées par les membres du Comité.

Finalement, les week-ends de Comité sont particuliers pour les membres du Bureau mais surtout particulièrement riches, pour tous les membres du Comité, de toutes les idées qui circulent et s'échangent.

« Choc des savoirs acte 2 » : nouvelles réformes, l'APMEP réagit

Après les annonces de la ministre de l'Éducation nationale mi-novembre, plusieurs sujets ont été débattus lors de la dernière réunion du Comité.

Le premier sujet portait sur la poursuite des groupes de niveau et leur extension en 4^e et en 3^e. Les discussions en commission lors des Journées Nationales avaient montré une application très disparate de la réforme pour les classes de 6^e et de 5^e et le désarroi de nombreux collègues face à des organisations aussi dommageables que nous l'avions prévu pour l'estime de soi des élèves, pour leur bien-être, pour l'accueil des enfants à besoin éducatif particulier... Le Comité a entériné l'organisation d'un questionnaire sur ce sujet.

Nous rappelons notre opposition à la mise en œuvre des groupes de niveau et à leur extension sur les autres niveaux du collège.

Le second sujet abordé a été celui des nouveaux programmes de mathématiques des cycle 1 et cycle 2 qui seront déployés à partir de la rentrée 2024.

Concernant le contenu nous avons pointé que la manière dont sont introduits les fractions et des nombres décimaux pose problème. La forme a aussi été l'objet de critiques.

Lors des différentes consultations auprès de la mission « exigence de savoirs » ou du Conseil Supérieur des Programmes (CSP), nous avons exprimé la nécessité de voir figurer de manière explicite dans les programmes les grands enjeux liés à l'enseignement des concepts mathématiques plutôt que de disperser ces informations dans de trop nombreuses publications. Mais le résultat est loin de nos aspirations. La forme des nouveaux programmes donne l'impression d'une collection d'objectifs d'apprentissages sans lien, seulement illustrés d'exemples de réussite. L'entrée par les objets à évaluer avec une planification à l'échelle des périodes est contraignante pour l'enseignant. Il perd ainsi la souplesse qui lui permet d'adapter son enseignement à ses classes. Finalement, ces programmes interrogent sur le rôle qui est donné à l'enseignant. Est-il un exécutant, un répétiteur qui égrène les savoirs et savoir-faire prescrits ou reste-t-il un créateur qui fort de sa formation et des grandes directions qui lui sont prescrites peut exercer son expertise pour élaborer une progression, choisir les activités à proposer et continuer à enrichir son enseignement ?

Cette présentation par les attendus semble faire partie d'une forme de pilotage par l'évaluation qui sous-tend toutes les décisions récentes, comme les évaluations nationales généralisées à tous les niveaux, auxquelles nous sommes opposés.

Enfin, ce sujet de l'évaluation resurgit de manière forte avec l'introduction d'une épreuve de mathématiques de fin de première. Ces épreuves — il en faudra sûrement plusieurs tant les parcours mathématiques des élèves sont distincts dans le cycle terminal actuel — soulèvent de nombreuses questions.

Balayons déjà l'argument du parallélisme avec le français. Le français est une véritable discipline de tronc commun, dotée d'un horaire cohérent pour faire acquérir les compétences évaluées dans l'épreuve anticipée de fin de première qui est la même pour tous les élèves de filière générale d'une part et pour tous les élèves de série technologique d'autre part. Les programmes des différents parcours sont trop différents en mathématiques, le tronc commun n'en est pas un car il ne concerne pas tous les élèves et sa dotation horaire ne permet pas de traiter le programme prévu de manière satisfaisante. Enfin, le tronc commun se poursuit en terminale technologique.

Quelles seront alors les décisions des élèves déjà influencés par les stéréotypes ? Prendront-ils le risque d'un choix de spécialité qui leur semble parfois difficile avec la crainte que les notes d'un contrôle terminal plus difficile soient déterminantes pour leur orientation ou choisiront-ils ce qui leur semble être la sécurité de l'enseignement spécifique de tronc commun, avec un contrôle terminal qu'ils espéreront plus facile, en pensant à tort que les mathématiques ainsi acquises seront suffisantes pour toutes les poursuites d'étude.

Encore une fois, un bricolage de la réforme du lycée remet les mathématiques dans une position à part, celle d'une discipline élitiste servant d'outil de sélection à l'opposé de notre vision de notre discipline.

La structure du lycée est illisible pour les enseignants, parents et élèves. Elle a montré de nombreux travers depuis sa mise en place. Nous demandons donc que la structure soit remise en question et fasse l'objet d'une réflexion commune à tous les acteurs du terrain, associations de professeurs spécialistes et du supérieur, ainsi qu'au Collectif Maths Sciences. Si la structure est revue et si une telle épreuve est cohérente avec l'organisation proposée pour le cycle terminal, il sera toujours temps de réfléchir à sa mise en place.